

## AGIR AVANT LA CATASTROPHE

**L**e sursaut est à la hauteur du danger : un regain de participation, d'une ampleur très rare parmi les élections à deux tours de la V<sup>e</sup> République, a empêché, dimanche 13 décembre, la conquête de plusieurs conseils régionaux par un Front national qui n'a jamais, de toute son histoire, totalisé autant de voix. Le refus a succédé au rejet : les électeurs des partis traditionnels, de droite et de gauche, ont une nouvelle fois mêlé leurs suffrages pour résister à une formation d'extrême droite qui prospère en les renvoyant dos à dos, en les dénigrant en bloc. Au lendemain du second tour, ces va-et-vient symétriques et ces mouvements mécaniques pourraient rassurer, comme si la vieille horlogerie électorale des trente dernières années continuait, vaille que vaille, de fonctionner, comme si l'heure du Front national était vouée à ne jamais arriver. De fait, ils inquiètent tout autant qu'au soir du premier. Parce qu'ils cachent de plus en plus mal à quel point notre machinerie démocratique est grippée et, surtout, parce qu'ils entretiennent le risque que personne ne se soucie de la réparer avant qu'elle achève de se désintégrer. **Dimanche soir, les responsables de toutes tendances ont juré qu'ils retiendraient mieux les leçons du vote du 6 décembre qu'ils ne l'avaient fait pour celui du 21 avril 2002. Tous ont affiché un discours humble et prudent. Pourtant, leurs premiers engagements ont avant tout servi à se positionner, à droite, dans la course aux primaires de l'automne 2016, et, à gauche, dans la grande querelle de la ligne économique et sociale du gouvernement.** Pour la grande majorité du personnel politique, la tentation était déjà forte de revenir au « business as usual » : la préparation de l'élection présidentielle, échéance obsessionnelle de notre système électoral. Les scrutins se suivent et ne cessent de le démontrer : **ce déni finira par déboucher, tôt ou tard, sur une catastrophe. Et il serait profondément inconséquent de basculer dans l'interminable campagne qui se profile en 2016 sans avoir commencé à traiter les multiples colères qui se sont exprimées.** A commencer par la désespérance des électeurs du Front national, tissée d'un sentiment d'impuissance face au chômage de masse, d'injustice face aux inégalités et d'abandon par la puissance publique, toutes frustrations que le parti de Marine Le Pen détourne vers la stigmatisation de boucs émissaires. Il faudra également écouter la désillusion de l'immense masse des abstentionnistes. Ces électeurs qui ne se déplacent plus - jusqu'à quand ? - que pour conjurer un danger immédiat, qui ne votent plus, irrégulièrement, que « contre » à défaut d'avoir trouvé un projet qui les convaincrerait de voter « pour ». Ces citoyens, notamment les jeunes, qui n'éprouvent pas, ou plus, le besoin de s'inscrire sur les listes électorales et qui s'accommodent de plus en plus facilement de leur éloignement de la vie démocratique. Pour traiter cet enchevêtrement de désenchantements, les pistes sont multiples, les chantiers immenses. Ils passent par une modification du mode de scrutin, une nouvelle réduction du cumul des mandats, un renouvellement du personnel politique, une ouverture vers la société civile. Mais en ces temps propices à la désignation de boucs émissaires, il convient aussi de ne pas faire porter toutes les responsabilités aux responsables politiques. Les élus n'ont pas le monopole du cynisme et de l'égoïsme. Pour sortir de cette crise démocratique, il faut aussi restaurer ces vertus publiques, qui ne cessent de s'étioler : le sens du compromis, le goût de la complexité, le respect du dialogue, le souci du long terme. **Au sortir d'une calamiteuse année 2015, notre pays ne peut faire l'économie d'une profonde rénovation de sa vie politique. La campagne présidentielle, en vue de 2017, doit en être le laboratoire.** Ces objectifs ne sont pas irréalistes : après tout, c'est à Paris qu'au prix d'une infinie patience, de concessions mutuelles, et d'une diplomatie de pointe, un accord majeur, celui de la COP21, vient d'être conclu entre 195 pays aux intérêts divergents. •

JÉRÔME FENOGLIO